



DECLARATION COMMUNE

En avril 2008, le Ministre ERIC WOERTH a fait de la fusion des 2 directions du Trésor et des Impôts un axe prioritaire de sa politique de résorption du déficit public s'appuyant sur le fait qu'il existerait des « doublons » dans les missions et que le service rendu à l'utilisateur n'en serait que meilleur.

Ce ministre zélé a décidé de mettre en musique la politique destructrice des services publics voulu par Nicolas Sarkozy en commençant par un ministère régalien, symbolique par excellence, celui des Finances. Pire, le Ministre WOERTH fait dans la provocation en appelant au civisme des agents de la Fonction Publique, tout en confirmant le non remplacement d'un fonctionnaire sur deux partant à la retraite et en réduisant les moyens de fonctionnement de l'administration

Le 29 janvier et le 19 mars 2009, les agents de la nouvelle DGFIP (Direction Générale des Finances Publiques) lui ont très majoritairement manifesté leur mécontentement et leur volonté de voir aboutir leurs revendications. Attachés à un service public de qualité, en termes de proximité mais aussi de compétences pour répondre aux besoins des citoyens, les agents des Impôts et du Trésor ont participé en Gironde de façon massive aux actions de grève des 29 janvier et du 19 mars.

A la DGFIP, les réformes se poursuivent.

Forts de l'expérience des différentes réformes déjà subies par les agents, nous savons pertinemment que la création de la DGFIP entraînera :

pour le contribuable :

- une dégradation du service public :
- moins d'interlocuteurs
- la fermeture programmée de services de proximité,
- une fragilisation des missions : impôts et gestion des collectivités locales.
- une inégalité de traitement des dossiers donc plus d'injustice fiscale une augmentation de l'attente lors de la réception des contribuables.

et pour les agents :

- de nouvelles suppressions d'emplois
- une augmentation des charges de travail
- une augmentation de la polyvalence entraînant la déqualification des agents
- une dégradation de leurs conditions de travail

Après avoir présenté les missions et les opérations de fusion en offrant à chaque agent une luxueuse brochure papier glacé, le Directeur Général de la DGFIP, M. Philippe PARINI a organisé, partout en France, de nombreuses grand-messes pour inviter les 130000 agents à s'exprimer sur cette fusion . Elles débutent aujourd'hui en Gironde et vont concerner les 2500 agents de Gironde !

Ces grand-messes pour écouter les agents, avez-vous écrit ?

Cela fait des semaines et des mois que vous n'entendez pas ce qu'ils vous disent. Vous ne les avez entendus ni le 29 janvier ni le 19 mars. Pourtant nous étions nombreux, très nombreux en grève et dans les manifestations.

Vous n'avez pas, non plus, entendu les représentants des personnels et le dialogue social à la DGFIP se révèle bien contraint quand il existe un peu. Notre département est sur ce point révélateur.

Nos revendications, vous les connaissez mais nous les rappelons

✓ **Le gel des 30600 suppressions d'emplois prévues en 2009 dans la Fonction Publique et la création des emplois nécessaires au bon fonctionnement des services publics.**

✓ **Le maintien de l'intégralité du réseau de proximité.**

Nos organisations syndicales revendiquent le renforcement de la filière gestion publique alors que cette fusion, la loi Bachelot sur l'hôpital et la réforme Balladur sur les collectivités locales vont encore porter un coup au réseau des trésoreries de proximité.

✓ **Le respect des métiers** : la création d'un interlocuteur fiscal unique pour les particuliers mis en avant par cette fusion ne fait qu'entériner la fin de notre professionnalisme reconnu de tous en lieu et place de l'apparition d'un agent polycompétent noyé dans des dispositions législatives sans cesse en mouvement et dont les conditions de travail vont considérablement se dégrader.

✓ **La reconnaissance immédiate des qualifications des agents** avec la mise en place d'un plan de promotions beaucoup plus ambitieux pour reconnaître à un juste niveau les efforts jusqu'ici fournis et les nouvelles qualifications exigées.

✓ **Le retrait du projet de loi relatif à la mobilité et aux parcours professionnels dans la Fonction Publique et le retrait du dispositif de la prime de fonction et de résultats** contraires à notre statut fait d'indépendance et de neutralité.

✓ **Pour nos organisations syndicales l'augmentation du point d'indice est centrale, de même que le rattrapage des pertes accumulées depuis 2000.**

Le volet social DGFIP est également loin d'être à la hauteur des ambitions des revendications portées par les agents. Pour être juste, l'harmonisation ne doit pas se faire au moindre coût ou concerner une seule catégorie de personnels. Elle doit se faire au profit de l'ensemble des agents de la DGFIP comme le revendiquent les organisations syndicales depuis l'origine des discussions sur l'harmonisation indemnitaire.

L'ensemble des agents a bien compris qu'il s'agit en fait de remettre en cause l'existence même de la Fonction Publique.

Pour toutes ces raisons et parce que le dialogue social ne se résume pas à des grand-messes, nous dénonçons ces conférences « pédagogiques ».

Les agents signataires de cette pétition et ceux absents aujourd'hui ont tenu, ainsi, à exprimer leur refus de cautionner une telle opération de communication.

Symboliquement, en vous restituant des exemplaires de cette luxueuse plaquette, ils veulent aussi dénoncer, dans cette période de crise, le coût exorbitant de cette opération démagogique réalisée partout en France, les 65000 journées de travail perdues (soit 270 agents/année), le coût des plaquettes, les locations de salles, les frais de bouche, les frais de déplacement des agents, les locations de matériels, etc , etc...).

Il y a de l'argent !! et quand on le veut...on le trouve !